

# LES CAHIERS D'OUTRE-MER

N° 200 - Octobre Décembre 1997

## LES RELATIONS DES UNIVERSITES ET CENTRES DE FORMATION DE BORDEAUX AVEC L'OUTRE-MER

par Alain Huetz de Lempis

### VI - Les relations de grands organismes publics et privés bordelais avec l'Outre-Mer

#### *1 - Les grands organismes régionaux*

##### *a - Actions spécifiques du Rectorat*

Les Recteurs qui se sont succédé depuis la Seconde Guerre mondiale (Émile Delage, 1950-60 ; Jean Babin, 1960-72 ; Renaud Paulian, 1972-79 ; Jean Verguin, 1979-81 ; Jean-Claude Martin, 1981-86 ; Jean-Pierre Poussou, 1986-88 ; Philippe Lucas, 1989-93 ; André Pouille, 1993-97) ont toujours favorisé le développement des relations entre Bordeaux et l'Outre-Mer, en particulier au niveau de l'Enseignement Supérieur ; certains d'entre-eux avaient d'ailleurs séjourné longtemps dans des pays d'Outre-Mer, par exemple J. Verguin en Asie du Sud-Est ou R. Paulian en Afrique Noire, où il avait occupé d'importantes fonctions.

Il faut évoquer en outre les innombrables actions menées au niveau des établissements scolaires et favorisées par la création de programmes financés par le ministère de l'Éducation Nationale et aujourd'hui par l'Union Européenne ; ce qui a d'ailleurs donné lieu à une prolifération de projets, qui, pour la plupart, se traduisent par des échanges d'enseignants et d'élèves.

Au 1er janvier 1995, ces actions ont été regroupées en deux grands programmes : SOCRATES pour l'éducation en général, qui intègre Erasmus, Lingua, Arion, Eurydice et le nouveau Comenius, et LEONARDO pour la formation professionnelle et technique (programmes Petra, Iris, Force, Eurotechnet). A la rentrée 1997, on pouvait noter une forte croissance de ces nouveaux programmes dans l'Académie de Bordeaux, tant en termes de cofinancements communautaires que de projets approuvés (une centaine pour Comenius sur les deux dernières sessions semestrielles, une quinzaine pour Lingua, autant pour LEONARDO...). Ces résultats sont dus à une politique volontariste caractérisée par la création, dès 1994, d'une "Délégation Académique aux Relations Internationales et à la Coopération" (DARIC), compétente pour l'ensemble de la Région Aquitaine et dont la direction a été confiée à Jacques de Cauna.

Si les "appariements" d'établissements scolaires concernent surtout nos voisins européens (en 1994, sur les 481 appariements homologués, seuls 19 concernaient l'Amérique du Nord et 19 l'Amérique du Sud et l'Afrique), un tiers des bourses de voyage attribuées à des étudiants l'ont été pour des stages en Amérique du Nord (62 sur 186) et il s'y ajoute quelques-unes à destination de l'Afrique (12) et de l'Asie (8).

En ce qui concerne le partenariat nord-sud, certains établissements sont subventionnés pour des projets bien ciblés, par exemple en 1993 sur le machinisme agricole au Mali, les métiers de la mer au Gabon... Dans le cadre de la coopération éducative franco-marocaine initiée par l'Ambassade de France à Rabat, le Rectorat de Bordeaux gère quatre importants projets de déconcentration et d'informatisation des services dont le budget avoisine le million de francs. L'accueil en formation de responsables éducatifs étrangers intéresse des groupes venant des pays les plus variés, Afrique du Sud, Haïti, Japon, Maroc, Mexique, Vietnam... Une action importante a été la création en février 1995 d'une Agence pour le Développement en Aquitaine des Stages trans nationaux (ADAST). Cet organisme associe le Rectorat et les partenaires institutionnels du monde économique (Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Union Patronale, Groupe Sud-Ouest) et le Conseil Régional. Son objectif à terme est d'envoyer en stage long, en entreprise à l'étranger, une centaine de jeunes Aquitains, titulaires de baccalauréats professionnels ou de BTS, avec, en réciprocité, un accueil sur les mêmes bases de jeunes stagiaires étrangers.

Rappelons enfin que sept centres de baccalauréat d'outre-mer restent rattachés à l'Académie de Bordeaux (Djibouti, Gabon, Guinée, Mali, Maroc, Sénégal, Tchad), ce qui exige l'envoi de professeurs d'Université et dans certains cas d'enseignants du Secondaire pour participer aux jurys. Certains universitaires profitent de leur séjour pour faire des recherches ou pour donner un enseignement dans les pays d'accueil. Nous citerons par exemple le cours de philosophie et d'esthétique donné par le professeur Adam à l'Université de Casablanca.

#### *b - La Mairie de Bordeaux et l'Outre-Mer*

La Mairie de Bordeaux a toujours eu le souci de tisser des liens avec le monde d'outre-mer et d'apporter son appui à toutes les initiatives prises en vue de développer les relations avec les autres continents. Cette action a été facilitée par la présence à la tête de la municipalité de Jacques Chaban-Delmas, Maire d'octobre 1947 à juin 1995 et personnalité politique de premier plan, plusieurs fois Ministre, Premier Ministre et Président de l'Assemblée Nationale. Le maire qui lui a succédé, Alain Juppé, a été lui aussi Premier Ministre, en 1995-1997.

Au cours des cinquante dernières années, la ville de Bordeaux et son maire ont accueilli de nombreux chefs d'État ; ces rencontres n'ont pas été seulement des visites de prestige mais elles ont servi également à renforcer les liens entre Bordeaux et plusieurs pays d'outre-mer. Ainsi, la Mairie de Bordeaux a solennellement reçu, le 9 octobre 1950, le Sultan du Maroc, Mohammed V, auquel fut décerné le titre de Docteur Honoris Causa de l'Université puis, le 25 juin 1965, son fils, le roi Hassan II, qui avait fait ses études de Droit à Bordeaux ; les relations entre le Maroc et Bordeaux restent aujourd'hui très étroites et très fructueuses. De même, le Président Chaban-Delmas a accueilli à plusieurs reprises le Président Léopold Sédar Senghor, en 1957 pour l'inauguration du Campus, en 1980 pour les visites d'Océan-Expo et de l'École Internationale. Le Sénégal est très lié à Bordeaux, comme plusieurs autres États d'Afrique tropicale, la Côte d'Ivoire, le Gabon...

Il faut souligner que la Mairie de Bordeaux ne se limite pas à accueillir des chefs d'État mais a toujours ouvert les prestigieux salons de l'hôtel de ville aux participants des innombrables congrès, colloques et réunions organisés par les Universités, la Chambre de Commerce et autres organismes bordelais.

La ville, dont la richesse du patrimoine culturel attire les visiteurs étrangers, a été partie prenante dans le déroulement de la plupart des manifestations concernant les pays d'outre-mer, par exemple dans les "Journées marocaines" ou les "Semaines africaines" organisées à Bordeaux ; elle participe avec le rectorat aux échanges d'élèves avec divers pays, en particulier les États-Unis. La Mairie a également contribué à la réalisation de voyages d'études, par exemple celui de mars 1969 placé sous l'égide de l'Association Bordeaux-Los Angeles créée l'année précédente. Des rencontres au plus haut niveau avec des responsables d'entreprises étrangères peuvent permettre d'amorcer des négociations en vue d'implantations industrielles : ce fut le cas pour l'usine Ford, ultérieurement installée à Blanquefort.

Les relations privilégiées établies avec certaines grandes villes des pays d'Outre-Mer ont abouti dans certains cas à des jumelages : en laissant de côté les villes européennes, Bordeaux est jumelée avec Casablanca, Fukuoka, Lima, Los Angeles, Québec. Un des signes caractéristiques du rayonnement de Bordeaux dans les pays d'outre-mer est le nombre important des consulats étrangers existant actuellement dans la ville ; sont ouverts actuellement les consulats des pays d'outre-mer suivants : Algérie, Bénin, Bolivie, Brésil, Congo, Côte d'Ivoire, Guatemala, Haïti, Madagascar, Maroc, Mexique, Thaïlande. Il est regrettable que le Consulat général des États-Unis ait été récemment fermé : il avait été le premier créé dans le monde par ce pays au lendemain de son indépendance.

A l'initiative de J.Chaban-Delmas, a été créée la "Mémoire de Bordeaux", dans le but de sauvegarder les documents et d'enregistrer les témoignages de la vie et des activités de Bordeaux depuis 1945. Dirigée par Robert Manciet, elle a déjà publié une demi-douzaine de *Cahiers de la Mémoire* dont plusieurs intéressent le monde d'outre-mer ; citons en particulier ceux sur le port de Bordeaux par le Commandant Charvet, sur les huileries par M. Terrasson et sur le négoce bordelais des denrées tropicales, réalisé sous la direction de Joseph Lajugie et Jean Touton.

### *c - Le Conseil Régional d'Aquitaine*

Comme nous l'avons déjà souligné, le Conseil Régional joue aujourd'hui un rôle de premier plan dans les relations entre Bordeaux et l'Outre-Mer : il est devenu le principal bailleur de fonds pour de nombreuses opérations menées par les Universités et les organismes de recherche ou de formation. Son action ne se limite pas à accepter, ou refuser, les projets qui lui sont présentés, mais le Conseil, présidé successivement par Jacques Chaban-Delmas, Philippe Madrelle, Jean Tavernier et Jacques Valade, prend lui-même l'initiative de développer des projets de coopération, aussi bien dans les domaines économique que culturel, dont il assure le financement et dont la réalisation est assurée par les organismes aquitains.

Par exemple, la République du Gabon et la Région Aquitaine ont signé le 2 juin 1993 un accord de partenariat, qui s'est traduit par une série d'actions de coopération : création d'un Institut Supérieur de Technologie à Libreville, restructuration du parc des Expositions de Libreville, rénovation du port d'Owendo sous l'égide du Port Autonome de Bordeaux, réhabilitation de l'hôpital Jeanne Ebori par le Centre Hospitalier Universitaire et l'Université Victor Segalen de Bordeaux. Des stagiaires gabonais ont été accueillis au lycée des Métiers de la Mer de Gujan-Mestras. Une grande exposition sur le Gabon se tient en 1998 au Musée d'Aquitaine. Bordeaux doit ces relations privilégiées avec le Gabon au fait que le Premier Ministre de ce pays a fait ses études dans un lycée bordelais et à la Faculté de Médecine.

De même avec le Maroc, le Conseil Régional intensifie ses interventions ; il soutient non seulement les actions qui sont menées par les universités, comme celle de Bordeaux 2 en matière de recherche médicale, mais appuie aussi des missions de chefs d'entreprise ou des opérations de jumelage, par exemple celle qui associe l'Ordre des Experts-Comptables de Bordeaux-Aquitaine à leurs confrères de Casablanca.

Depuis 1995, la Région Aquitaine mène une politique active en direction de la Chine : un accord de jumelage a été signé le 9 mai 1996 avec la Province de Hubeï ; il a été prolongé par un mémorandum sur les coopérations en matière d'agriculture, d'agro-alimentaire et de formation professionnelle. Des missions d'experts et d'industriels, sous l'égide de la Chambre d'Agriculture, se sont spécialement penchées sur les filières maïs, porc et bois (reboisement). Une coopération du même type doit être lancée avec la province de Jiangsu (Nankin), dans les domaines des hautes technologies et de la filière bois.

Pour faciliter les rapports avec l'Amérique du Nord, des bureaux de représentation de la Région Aquitaine ont été installés à Toronto (1994) et à Chicago (1996).

*d - La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux (C.C.I.B.)*

La Chambre de Commerce de Bordeaux a joué, et joue toujours, un rôle essentiel, non seulement en développant les transactions commerciales entre Bordeaux et l'Outre-Mer, ce qui ne concerne pas cet article, mais aussi en favorisant toutes les actions de formation et d'information, ce qui l'a amenée à donner une grande impulsion à son École de Commerce (ESCAEB) et à renforcer ses liens avec les universités bordelaises.

Pour leur part, les géographes de l'Université ont toujours eu les meilleures relations avec la CCIB, en particulier dans le cadre de l'Institut d'Outre-Mer, dont le siège se trouvait au Palais de la Bourse jusqu'à la fin des années 1960. La revue *Les Cahiers d'Outre-Mer* n'oublie pas que le soutien de la Chambre de Commerce ne lui a jamais fait défaut.

La Chambre de Commerce est une vénérable institution, dont l'histoire a été retracée dans un ouvrage collectif dirigé par Paul Butel publié en 1988. Elle a été fondée en 1705 et il est inutile de rappeler ici la place qu'elle a tenue dans les échanges commerciaux avec les Antilles aux XVIIIe et XIXe siècles, avec l'Afrique et l'Amérique du Sud au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe.

Après 1945 deux présidents de la CCIB Roger Touton et Pierre Delmas (1965-1971) représentèrent ce milieu du commerce ultra marin de Bordeaux qui restera une des activités fondamentales de la ville et du port jusqu'à la décennie 1960. L'Institut d'Outre-Mer organisait chaque année lors de la foire exposition de grandes journées de l'Outre-Mer. Il possédait une importante bibliothèque qui jointe à celle très riche de la CCIB a rendu de grands services aux chercheurs.

Après la Seconde Guerre mondiale, il a fallu s'occuper d'abord des infrastructures, remettre en état le port (sous les Présidences de Roger Touton, 1946-49 et de Pierre Desse, 1950-57), aménager Bordeaux-Bassens (Yves Glotin, 1958-64), étendre le port pétrolier et mettre en route le "plan Chimie", qui sera malheureusement un échec (Pierre Delmas, 1965-71), moderniser l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, dont, dès 1947, Pierre Desse avait pressenti l'avenir, et développer des liaisons aériennes qui devaient faciliter les relations avec l'Outre-Mer. De 1972 à 1978, se succèdent à la présidence Robert Mathieu, Louis Nebout et Henri Delattre. On a pu regretter le conflit avec le Comité d'Expansion Aquitaine (Expanso), créé par Jacques Chaban-Delmas et dont les compétences vis-à-vis de la CCIB n'étaient pas bien définies, et certains ont reproché aussi à la Chambre un certain manque de dynamisme dans les relations internationales. Cependant, la CCIB a organisé dès cette époque des missions d'études et de prospection, auxquelles ont participé parfois des universitaires, missions soit dans les pays développés (Los Angeles en 1971) et en plein essor (Japon), soit dans des pays du Tiers-Monde, particulièrement en Afrique. Sous la présidence de Jean Touton (1978-82), les actions dirigées vers les pays d'outre-mer se concrétisent de plus en plus. Ainsi, dans l'opération COMAMEX, trois pays sont privilégiés : la Côte-d'Ivoire, le Maroc et le Mexique, et en 1979, la Chambre de Commerce installe des délégations permanentes à Abidjan, Casablanca et Mexico, "*afin de détecter les opportunités d'affaires et de développer avec ces pays les échanges de marchandises, de capitaux et de services, notamment dans le domaine de la formation*". Au Mexique, malgré une convention signée en 1982 (SEPAFIN), les efforts de la CCIB furent entravés par les difficultés financières de ce pays.

Par contre, avec le Maroc, les échanges s'intensifient. Dès 1947, une ligne aérienne Bordeaux - Casablanca avait été ouverte, mais ce fut un échec ; de même, l'Union des Chambres de Commerce Maroc - Atlantique (1950-53) échoua à cause de la rivalité Bordeaux - Nantes. En 1981, la ville de Bordeaux et la Chambre de Commerce organisent des "Journées marocaines" à Bordeaux, et l'année suivante, une importante délégation bordelaise, conduite par Jean Tavernier, président de Bordeaux 2, se rend au Maroc. Les rencontres concernent non seulement le volet économique, mais aussi les aspects éducatifs, culturels, sportifs, touristiques.... "Des Journées" analogues se déroulent avec succès en 1985, 1988... La mission de 1994 au Maroc est suivie en 1995 de deux grandes "Journées marocaines" à Bordeaux.

La reprise des contacts avec l'Afrique Noire commence dès 1947, et le président Delmas développe considérablement les échanges : en 1970, une délégation de la CCIB visite le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun. La Foire Internationale de Bordeaux ouvre ses portes aux pays africains et la Chambre de Commerce participe activement à la Foire Internationale de Dakar. En 1974, est créée la Conférence Permanente des Compagnies Consulaires africaines et françaises, qui rassemble les Chambres de Commerce et d'Industrie de 19 pays francophones d'Afrique et de 25 Chambres françaises : la CCIB y joue un rôle très actif et préside trois commissions, Bois, Transport et Formation. En 1983, la CCIB crée un Office Technique International du Bois (OTIB), en liaison avec l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux ; l'OTIB intervient dans de nombreux pays africains, soit sous forme d'actions de formation d'experts en bois, soit sous forme d'ingénierie, de systèmes de contrôle de qualité et d'établissement de formation. D'importantes délégations africaines, surtout du Cameroun et du Congo, participent aux manifestations sur le bois tropical en 1986 et 1989 (Batibois).

En 1984, le Ministère de la Coopération demande à la CCIB de sélectionner des volontaires du Service National pour le Cameroun. En 1991, la CCIB crée un Comité Bordeaux Sud-Ouest - Afrique qui doit se préoccuper du développement des relations avec tout le continent africain et en particulier l'Afrique du Sud (directeur : G. Parfait). La CCIB coopère avec plusieurs CCI africaines pour mettre sur pied la privatisation des aéroports africains.

Même si l'Afrique tient une place essentielle dans ses activités, la CCIB n'oublie pas ses relations traditionnelles avec les Antilles françaises. Le jumelage des deux Chambres de Commerce de la Guadeloupe avec la CCIB est réalisée dès 1971, et des liens analogues sont ensuite établis avec la Martinique. Des missions ont lieu chaque année dans les deux sens. Des manifestations se déroulent à Bordeaux et aux Antilles, comme la Semaine des Antilles de 1988 organisée par la Jeune Chambre Économique de Bordeaux. La CCIB a eu pendant une longue période la responsabilité de la gestion de celui de Lomé.

La CCIB se rend parfaitement compte de l'importance capitale des actions de formation pour son rayonnement outre-mer, "*pour assurer le développement de demain, il convient de maintenir sur place des cerveaux qui soient à la disposition des entreprises*". Ainsi, dès 1971, elle met sur pied un enseignement spécifique destiné à la formation de cadres d'origine africaine pour d'anciens élèves de Première ; le système est expérimenté en Côte-d'Ivoire. A Bordeaux, elle crée en 1973 le GIC-FO (Groupement Interprofessionnel et Consulaire d'Enseignement et de Formation) qui assure des stages de formation continue. La CCIB s'est également dotée d'un Centre de Perfectionnement des dirigeants d'entreprises - CPDE - devenue en 1971 CPDME ou des CPD (moyennes entreprises).

Le renforcement des liens avec les universités constitue un des points forts de l'évolution de la CCIB au cours des deux dernières décennies, sous les présidences successives de J. Touton (1978-82), B. Hanquiez (83-85), G. Dedieu (1986-1988), J. Nègre (1989-1991), P. Glotin (1992-1994), de Bentzman (1995-1997), épaulés par des directeurs des Relations Internationales efficaces : J.D. Dickson, Robert Beynat.

En 1980, la CCIB suscite la création de **BOFORE** (Bordeaux-Aquitaine, pôle international de formation et de recherche) : cette association loi de 1901 "*réunit l'ensemble des partenaires dits "éducatifs" de Bordeaux et de la Région pour mobiliser et coordonner les ressources d'éducation de l'Aquitaine, en vue de la réalisation d'actions de formation à l'étranger, notamment vers les pays en voie de développement*". Le financement est assuré par tiers par la CCIB, le Conseil Régional et l'État. Les universitaires y jouent un rôle important ; le président a été jusqu'en 1987, un professeur de géographie de l'Université, Jean Dumas ; lui a succédé ensuite le président de la CCIB, Guy Dedieu. BOFORE exerce son rôle "*d'exportateur des compétences*" en signant des conventions de représentation avec divers pays d'Afrique : Algérie, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Nigéria..., en organisant des stages de formation, par exemple pour les techniciens de SONAIR à Arlit au Niger, pour les hydrauliciens au Cameroun ou pour 70 enseignants de lycées d'enseignement technique en Côte d'Ivoire. Elle participe aux missions de la CCIB : par exemple, elle organise en 1982 à Rabat un

séminaire de travail auquel participent 9 Bordelais et 60 fonctionnaires marocains. En 1987, sur la recommandation de la CCIB, BOFORE, pour éviter la dispersion, recentre ses activités sur trois pays : Côte d'Ivoire, Maroc et Portugal. Ainsi en 1988, en association avec l'ADERA (Association pour le Développement de l'Enseignement et des Recherches auprès des Universités, des Centres de Recherches et des Entreprises d'Aquitaine), BOFORE a élaboré avec le Maroc de nouveaux projets de collaboration.

Les relations CCIB - universités n'ont cessé de se renforcer. Le président Ritz, de l'Université de Bordeaux 3, a accueilli l'Assemblée plénière de la CCIB en 1993, et le président Penouil, de l'Université IV (Montesquieu) ont signé des accords, en particulier pour la formation continue de 3e Cycle, dans le cadre du GIC-FO et du MACI (Centre d'Études Supérieures de Management et Commerce International).

C'est également avec l'Université de Bordeaux IV, que la CCIB a organisé des Conventions Euro-Africaines, dont le but est surtout de présenter Bordeaux comme porte européenne de l'Afrique. Celle des 13-14 mai 1996 a rempli son objectif essentiel, c'est-à-dire *"mobiliser à Bordeaux des représentants des gouvernements français et africains, des hauts responsables des bailleurs de fonds internationaux, des investisseurs industriels et commerciaux européens et africains pour faire le point sur le positionnement de l'Afrique et sur son évolution dans l'économie mondiale de marché"*. Elle a rassemblé 450 participants dont 5 premiers ministres, 12 ministres, 10 ambassadeurs...

Il faut naturellement signaler le rôle essentiel joué par la CCIB dans le domaine des vins, avec l'organisation, en liaison avec le Comité Interprofessionnel des Vins de Bordeaux, de VINEXPO, qui a fait de Bordeaux la capitale mondiale du vin : une société Vinexpo S.A. où la CCIB est majoritaire et qui a été présidée jusqu'en 1996 par Jean-Paul Jauffret, a organisé tous les deux ans à partir de 1981, un salon international où sont fort bien représentés les vins d'Outre-Mer, de Californie et de l'hémisphère sud, du Chili à l'Australie en passant par l'Afrique du Sud. En 1995, Vinexpo a accueilli 45 843 visiteurs, dont 10 000 étrangers pour la plupart des professionnels venus de 122 pays différents. Des réunions, des conférences, sont organisées sur des thèmes de la viticulture d'Outre-Mer. Le salon plus technique, Vinitech, qui fut d'abord couplé avec Vinexpo, se déroule désormais seulement les années paires et l'entente avec le Sitevi de Montpellier a donné naissance à Sitevinitech (voir l'article de Philippe Roudié). Pour affirmer son rôle dans la formation des spécialistes, la CCIB participe à l'association "Bordeaux capitale mondiale de la formation vigne et vin", créée en 1992 sous l'égide de l'Institut d'œnologie. La CCIB est également majoritaire dans la nouvelle société anonyme "Institut Vinexpo", où, à côté de la Faculté d'œnologie, de J.M. Cazes, du Who's Who édité par Jacques Lafitte, se trouve SHANKEN Communication, le premier groupe de presse nord américain dans le domaine des vins et spiritueux.

L'ouverture sur le monde de la CCIB est également marquée par la création, en 1994, du World Trade Center Bordeaux Sud-Ouest, dont les membres fondateurs sont les Chambres de Commerce d'Aquitaine et de Poitou-Charentes. Le WTC Sud-Ouest, dirigé par Gilles Guyonnet-Duperat, est affilié à la WTC Association, qui groupe 260 associations de 60 pays et dont le siège social est à New York, dans les Twin Towers ; il s'agit d'un puissant réseau international, d'un centre de services, d'information et de conseil en commerce international.

Un dernier aspect de l'activité de la CCIB est le développement de **l'École Supérieure de Commerce**. En association avec la Mairie de Bordeaux, la Chambre de Commerce crée l'École en 1873 ; celle-ci est installée d'abord dans le centre-ville, rue de l'Abbé de l'Épée, et les étudiants sont peu nombreux : une quarantaine chaque année. Après la Seconde Guerre mondiale, l'École est une des premières à reprendre son activité : en 1948, elle est au deuxième rang en France, après Paris. En 1964, l'enseignement est renforcé avec la création d'une année supplémentaire d'étude et les étudiants affluent. La CCIB décide alors de transférer l'École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises (ESCAEB) sur le campus universitaire en voie d'aménagement à Talence : les nouveaux bâtiments sont inaugurés en octobre 1969. L'essor de l'École continue et s'explique par la qualité de l'enseignement assuré par 71 professeurs permanents ou associés et de nombreux vacataires, ainsi que

par les facilités de placement à la sortie de l'École. Mais les candidats sont de plus en plus nombreux et le concours d'entrée est très sélectif.

Les programmes de formation sont différenciés et l'École fonctionne en fait sur le modèle des "Grandes Écoles". Pour des sections spécialisées, comme le 3e Cycle en management industriel, elle fonctionne en partenariat avec des organismes professionnels. Dans les années 1980, plusieurs programmes viennent s'ajouter à ceux de Sup de Co et l'École prend le nom de Groupe ESC. Bordeaux. En 1995, les effectifs atteignent 1 290 étudiants, dont de nombreux stagiaires étrangers. Le Groupe ESC participe à l'Association Internationale des Étudiants en Sciences Économiques et Commerciales, qui s'occupe du développement des échanges : chaque entreprise qui accueille un stagiaire étranger permet en échange à un étudiant français d'effectuer un stage dans un des 74 pays du réseau. L'École organise aussi des voyages d'étudiants à l'étranger.

## 2 - Organismes à vocation internationale

### a - Agence de Coopération Internationale INTERCO – Aquitaine<sup>32</sup>

INTERCO-Aquitaine a été créée en 1987 à l'initiative du Conseil Régional d'Aquitaine, alors présidé par Jacques Chaban-Delmas. Association régie par la loi de 1901, "*elle a comme objet de proposer, de promouvoir et de mettre en œuvre les actions de coopération décentralisée, en collaboration avec les collectivités et les organismes intéressés en Aquitaine et de développer une politique d'échanges et de concertation en relation avec les administrations et les organisations européennes et internationales concernées*".

L'Agence est placée sous l'autorité d'un Conseil d'Administration de 45 membres, comportant des représentants des Collectivités régionales et locales (Conseil Régional, Communauté Urbaine de Bordeaux, mairies de Bordeaux et Biarritz), des Universités de Bordeaux et de Pau, des Chambres de Commerce, C.C.I.B, Chambre Régionale, Chambre d'Agriculture, Chambre des Métiers... Installée place de la Bourse, elle est dirigée par M. Gilles Roulland, sous la houlette de Jean-Pierre Baste, qui en fut l'inspirateur et en est le délégué général depuis sa création.

Le financement est assuré principalement par le Conseil Régional, mais aussi par le ministère des Affaires Étrangères, l'Union Européenne et, pour les Journées d'information, par l'ACTIM (Agence Nationale de Coopération Technique, Industrielle et Économique), l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel) et CDI de Bruxelles (Union Européenne). Bien que le champ d'intervention soit très large (pays ACP, Amérique du Sud, Asie, Europe centrale et orientale), à 90 % de l'activité d'INTERCO sont dirigés vers l'Amérique latine et les Caraïbes. Les actions de l'Agence sont de plusieurs types.

Chaque année, des *Journées* sont organisées dans le but d'informer les entreprises sur la situation économique des pays concernés, et sur les projets et les aides techniques et financières existantes. Elles sont animées par des professionnels ayant réalisé des expertises dans ces pays. Les premières "Journées" ont eu lieu en 1991. Ces "Journées Aquitaine de Partenariat industriel" sont orientées vers un thème ou un pays particulier : les sixièmes Journées en 1996 ont été surtout consacrées à Cuba ; il y eut 560 participants dont 290 entreprises. Les septièmes (février 1997) ont comporté un débat de portée générale sur le Mercosur, qui regroupe l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay ; depuis 1996, le Chili s'y est associé. Après des débats généraux, se déroulent des ateliers techniques spécialisés par pays et/ou par filière. Des rendez-vous individuels sont ensuite organisés, sur la base de demandes précises émanant des entreprises aquitaines. Ainsi, en 1997, 120 rendez-vous ont été effectués pour le domaine Amérique latine-Caraïbes, 42 pour l'Afrique-Méditerranée, 23 pour l'Asie.

De plus, l'Agence est un service de renseignements et de conseils pour les entreprises : elle publie une *Lettre du Partenariat industriel et économique*, qui donne des précisions sur les manifestations passées

---

<sup>32</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation aimablement fournie par M. Gilles Roulland.

et à venir, aide au montage des dossiers d'offre de partenariat des entreprises de l'Aquitaine, mais, en tant que service public, elle ne signe pas elle-même de contrats. Elle organise des missions individuelles ou collectives au départ de Bordeaux. Ainsi, en 1997, INTERCO s'est occupé des Rencontres forestières de Curitiba (Brésil), d'une "opération" menée par la Chambre de Commerce de la Martinique, du Salon international de l'Agro-alimentaire du SIAL MERCOSUR-EUROPALIA à Buenos-Aires, de la 15e Feria de La Havane. Au total, au cours de ses dix années d'existence, INTERCO a surtout développé les relations avec l'Argentine et le Chili, en particulier pour la filière viti-vinicole (Rencontres SITEVINITECH à Bordeaux en décembre 1996 avec participation de 102 entreprises latino-américaines), avec le Mexique, Cuba, le Brésil et le Maroc. Dans le cadre d'accords bilatéraux, l'Agence a initié des programmes de coopération-développement touchant des domaines très variés, santé, tourisme, urbanisme... dans divers pays.

Une des actions les plus remarquables d'INTERCO a été l'organisation d'un vaste programme de coopération internationale sur le thème de l'océanologie côtière. Cette orientation est née du succès du symposium international sur les lagunes côtières organisé en août 1981 à l'Université de Bordeaux 1 par la "Division des Sciences de la Mer de l'UNESCO". En partenariat avec la Commission Océanographique Intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, la Commission des Communautés Européennes et le Conseil de l'Europe, INTERCO-Aquitaine a lancé en 1992 les Rencontres Internationales d'Océanologie côtière *BORDOMER 92*, manifestation qui a réuni plus de 300 spécialistes issus de 36 pays différents ; son succès a conduit à tenir trois ans plus tard *BORDOMER 95* et, en octobre 1997, s'est déroulé *BORDOMER 97* avec plus de 400 participants originaires de 45 pays ; organisée en partenariat avec l'IFREMER, elle a été consacrée à l'aménagement et à la protection du littoral.

Une "Agence Française pour le Développement" a été créée en 1987 ; elle est devenue en 1995 "Agence Française pour le Développement du Partenariat d'entreprises avec les États de la Caraïbe et du Mercosur", mais son activité reste pour l'instant limitée.

#### *b - La Fédération Internationale des Tropiques*<sup>33</sup>

Une idée se retrouve de manière permanente dans l'action des universités bordelaises vis-à-vis des pays d'Outre-Mer : la nécessité de coordonner leurs efforts avec ceux d'autres partenaires, essentiellement les milieux économiques et les structures politico-administratives. Cette volonté s'est d'abord manifestée au sein de l'Institut d'Outre-Mer, dont le siège social était à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux (CCIB) et qui réunissait des universitaires (surtout géographes) et des représentants des milieux économiques. Mais c'est dans les années 1980 que cette orientation va se concrétiser plus radicalement avec la création de la Fondation Internationale des Tropiques.

Les Assises régionales de la Recherche avaient montré en 1983 l'importance des relations entre Bordeaux et l'Outre-Mer : comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, plus d'une douzaine de centres de recherches sont spécialisés dans le domaine tropical, et une trentaine s'intéressent aux problèmes de cette zone. D'autres villes peuvent avoir des compétences reconnues dans des domaines particuliers, mais aucune n'offre une représentation aussi large de toutes les disciplines liées à la recherche tropicaliste. Par ailleurs, la tradition des relations culturelles avec les régions ultramarines est ancienne. Les facultés bordelaises ont délivré le baccalauréat à de nombreuses générations de lycéens africains et antillais, et les universités ont multiplié les accords de coopération dans les pays d'outre-mer, accueillant de nombreux étudiants et envoyant en mission un grand nombre de professeurs. Enfin, les entreprises bordelaises et le port de Bordeaux ont tissé des réseaux de relations économiques qui doivent être entretenus et développés en synergie avec la recherche universitaire bordelaise.

Dès 1984 est envisagée la création d'un Institut de Recherche pour le développement du Tiers-Monde. A ce projet se substitue celui de la Fondation Internationale des Tropiques (FIT) qui a donc pour

---

<sup>33</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation aimablement fournie par M. Marc Penouil.

objectif essentiel de coordonner les actions de trois types de partenaires : les entreprises, les décideurs, les chercheurs formateurs, afin d'attirer vers Bordeaux ceux qui, en France et ailleurs dans le monde, s'intéressent au développement de la zone tropicale.

En janvier 1986, un groupe de professeurs, MM. du Bois de Gaudusson (Université de Bordeaux 1), Le Bras (Bordeaux 2), Péhaut (Bordeaux 3), Penouil (Bordeaux 1) s'associent à la Chambre de Commerce, représentée par MM. Detours et Dickson, pour créer la Fondation Internationale des Tropiques. Les statuts sont déposés, en mars 1987, comme association régie par la loi de 1901 ; n'étant pas juridiquement une fondation, ce terme fut remplacé en mai 1989 par celui de fédération. Le président est Jacques Chaban-Delmas, le vice-président délégué Marc Penouil, le secrétaire général M. Detours et le trésorier M. Chatillon, de l'Union Patronale Girondine. Le siège social est place de la Bourse, et c'est d'ailleurs la CCIB qui supporte l'essentiel de la charge financière. Le Conseil d'Administration comprenait huit membres de droit (les présidents des trois Universités, les représentants du Conseil Régional, du Conseil Général, de la Mairie de Bordeaux, de la Chambre de Commerce, de la Fondation "Entreprises-Université" qui associait déjà des universitaires, des industriels, des membres de la CCIB et du Comité d'Expansion, et qui était présidée par le professeur Lavroff), huit représentants des universités et organismes de recherche, élus pour trois ans par l'assemblée générale et rééligibles et huit représentants de la vie économique élus dans les mêmes conditions ; en effet, certaines entreprises bordelaises sont particulièrement actives dans les régions tropicales, telles Bioluz, Delmas, Devés, Lesieur, Lectra, les Grands Moulins de Paris...

La Fondation décide d'organiser les premières Rencontres Internationales des Tropiques. Du 6 au 8 juillet 1988, pendant trois jours, universitaires, chercheurs, entrepreneurs et décideurs se retrouvent pour discuter sur la dizaine de thèmes qui avaient été retenus (agriculture, alimentation, bois, eau, énergie, océan, santé, tourisme, transport, urbanisation). A ces thèmes correspondaient des ateliers spécialisés où des discussions personnalisées avaient lieu. Ces ateliers furent très appréciés des participants, environ 350 personnes venant de 35 pays, dont plusieurs ministres. Ces Journées eurent un succès incontestable, mais elles avaient coûté très cher et n'avaient pu se tenir que grâce à d'importantes subventions de la Chambre de Commerce, du Ministère de la Coopération, du Conseil Régional, de la Communauté Urbaine. Les deuxièmes Journées, prévues pour 1990, ont dû être annulées, faute d'un financement suffisant de la part des collectivités locales.

L'équipe dirigée par Marc Penouil, vice-président délégué, entouré de quatre autres vice-présidents ((MM. du Bois de Gaudusson, Le Bras, Péhaut, et le représentant des entreprises, M. Parfait) envisagèrent en 1993 la création d'un "Institut International des Tropiques", qui pouvait être à la fois une structure "sans mur" de coordination de la recherche, s'appuyant sur les banques de données internationales et un lieu aménagé pour l'accueil des chercheurs et la gestion des relations entre partenaires. Ce projet, dont la demande d'inscription au plan État-Région avait été présentée, s'est heurté, lui aussi, aux restrictions budgétaires, mais peut partiellement trouver une certaine concrétisation au sein du "Pôle universitaire Européen" (qui possède un axe "tropical") et du projet de "Maison internationale des Universités", visant l'accueil de collègues étrangers.

Parallèlement, des rencontres internationales périodiques ont été organisées. Elles ont porté en 1995 sur la question de la dévaluation du franc C.F.A., et en 1996 sur l'insertion régionale de l'Afrique dans la mondialisation avec 3 axes particuliers : les facteurs de compétitivité de l'Afrique, l'économie mondiale de marché et l'Afrique, la compétition mondiale et l'intégration régionale en Afrique. L'organisation de ces rencontres repose toujours sur les mêmes bases : trois catégories de participants (décideurs politiques, entrepreneurs, universitaires) ; combinaison de discussions générales et de rencontres personnalisées.

L'avenir reste cependant dépendant de deux éléments : le problème du financement et les relations entre le Pôle universitaire européen et la F.I.T.

L'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) a été fondée à Niamey le 20 mars 1970, à l'initiative des présidents Bourguiba (Tunisie), Hamani Diori (Niger) et Senghor (Sénégal) : cette organisation internationale de droit public, qui regroupait alors 34 pays francophones, se proposait de favoriser les échanges entre des pays inégalement développés, partageant en commun l'usage de la langue française. Dès la première conférence générale de Niamey et la Conférence de Lomé (janvier 1971), la majeure partie des États membres ont jugé prioritaires la formation et le perfectionnement des cadres et ont, dans ce but, soutenu la création d'une "École Internationale" ; le choix s'est porté sur Bordeaux, grande ville universitaire ayant d'étroites relations avec les pays francophones d'Afrique ; de plus, le maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, alors Premier ministre, a su plaider la cause de sa ville et le Conseil Général a pu mettre immédiatement à la disposition de l'École l'ancien couvent des Sœurs de la Sainte Famille, situé à Talence dans un parc de 9 ha.

L'École Internationale de Bordeaux (E.I.B.) est inaugurée le 22 janvier 1972 par le président Chaban-Delmas, le président de la Conférence Générale de l'ACCT, le ministre canadien Gérard Pelletier et le secrétaire général de l'ACCT, Jean-Marc Léger. En 1973, M. Albert Ekué est nommé directeur de l'École. L'École a été aménagée en un temps record et peut déjà accueillir en 1972, 39 stagiaires. Elle dispose d'une centaine de chambres individuelles, de salles de cours, conférences et séminaires, d'une bibliothèque installée dans la chapelle de l'ancien couvent, de salles de loisirs, d'un réfectoire... Son budget est de 3 700 000 francs pour l'année 1972 et passe à 4 900 000 ensuite ; il sera régulièrement augmenté par la suite.

Deux programmes sont mis en œuvre :

- un centre de formation à la gestion où des cadres issus des pays francophones viennent se perfectionner aux techniques modernes de gestion et se préparer à l'exercice de leurs fonctions futures. Les stagiaires, dont l'âge moyen est de 30 ans, ont une formation universitaire supérieure, et souvent ont déjà une expérience professionnelle à un niveau de responsabilité élevé. Le cycle de formation dure un an : après une période d'accueil de deux mois, qui permet d'homogénéiser le groupe sur le niveau de connaissances, la période de formation proprement dite a une durée de 5 mois ; elle est suivie par un stage de 3 mois dans une entreprise canadienne et au retour à Bordeaux, les deux derniers mois sont consacrés à un bilan de la formation acquise et à la préparation d'un mémoire. Il n'y a pas d'examen, mais une attestation est remise aux stagiaires au cours du banquet final. Le directeur du centre de formation, le canadien François Leclair, est épaulé par un corps enseignant de 5 professeurs-assistants (2 Français, 1 Belge, 1 Canadien, et 1 Tunisien), d'un conseiller à l'animation culturelle (Alain Ricard) et d'un professeur-documentaliste togolais.

- un centre d'initiation aux réalités du Tiers-Monde, dont le premier directeur fut l'ancien ministre tunisien Habib Boularès. Au cours de stages plus courts que pour la formation à la gestion, les participants, qui appartiennent à des institutions nationales ou internationales, publiques ou privées, *"sont préparés à une meilleure compréhension des problèmes culturels, sociaux et économiques des pays en voie de développement"*. Les programmes habituels sont complétés par des rencontres à la demande des États membres, sur les thèmes les plus divers, par exemple la télévision éducative, la collecte et la transcription de traditions orales, la commercialisation de la production artisanale...

L'École connaît un incontestable succès, mais on s'aperçoit dès 1975 que les stages longs de formation à la gestion ne correspondent pas à la vocation de l'École. De plus, ils coûtent cher et les participants sont trop longtemps éloignés de leurs postes : un cadre supérieur ne peut pas rester 9 mois en formation ; les stages longs sont abandonnés à partir de 1976 ; il n'y a plus que des cycles de formation d'une durée inférieure à trois mois, mais pas trop courts, en général de 4 à 6 semaines, car ce ne sont pas des voyages touristiques ! Comme l'écrivait le directeur-adjoint belge Jacques Thomas,

---

<sup>34</sup> - Texte rédigé grâce à l'amabilité de M. Tabi-Manga, Directeur de l'IEF, avec la documentation fournie par Madame Bouhajib et M. Waechter.

*"on vient surtout à l'École pour créer des liens d'amitié et de fraternité. Notre objectif n'est pas de former des techniciens, mais de modifier des mentalités. La richesse de l'E.I.B. réside dans la variété de son public. Il y a des différences d'âge, de responsabilité, de niveau de formation, de religion, de culture, d'idéologie... Le ciment, c'est le français".*

Le choix des candidats aux stages s'opère en deux étapes : une première sélection est réalisée au niveau national ; ensuite, les dossiers retenus sont adressés à l'Agence et à l'école où un comité international établit la liste définitive des participants. Les stages, auxquels s'ajoutent des colloques internationaux, abordent les thèmes les plus variés, mais chaque session de formation a un but défini, qui s'inscrit dans un projet global et doit apporter aux participants un plus professionnel de connaissances et d'expériences ; elle entend favoriser l'émergence d'expertises nationales, en particulier dans les pays du Sud. Un répertoire des 690 actions de perfectionnement et de concertation organisées par l'EIB depuis sa création a été réalisé par Simone Sabathé, et publié en 1995 sous la responsabilité de Danielle Bouhajib ; le document montre la diversité des thèmes abordés, classés par grands secteurs (communication, culture, éducation-formation, informatique, formation professionnelle, information scientifique et technique, tourisme) et à l'intérieur de chaque secteur, les stages sont présentés dans l'ordre chronologique.

Comme l'encadrement permanent était léger, l'École a fait appel à des intervenants venant des pays membres les plus divers et appartenant à des disciplines très différentes. Les intervenants-coordonnateurs-experts ont été en majorité des Français (2 188 dans la période 1972-1995), des Canadiens (471), des Belges (338) et presque tous les pays du Sud ont envoyé eux-aussi des experts, en particulier le Sénégal (225), la Tunisie (173), la Côte-d'Ivoire (152), le Cameroun (147), le Burkina Faso, le Mali, le Viet-Nam, le Maroc...

Entre 1972 et juillet 1995 on compte 12 073 stagiaires ont été 12 073 ; leur nombre a augmenté rapidement entre 1972 (38) et 1980 (199) puis a stagné de 1980 à 1987 et a progressé de nouveau pour atteindre 1 200 en 1993, mais seulement 943 en 1994. Cependant une proportion croissante de stagiaires ne se sont plus rendus à Bordeaux. Cette "décentralisation" a été amorcée dès 1976 (un stage au Bénin) et 1977 (4 stages extérieurs) ; dans les années 1980, 20 à 30 % des stages ont eu lieu dans les pays d'Outre-Mer. En 1991, 38 sessions se passent à Bordeaux, 42 à l'extérieur et depuis 1996, tous les stages ont lieu en dehors de Bordeaux. Les pays qui ont bénéficié des stages extérieurs ont été surtout la Tunisie, le Canada, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Maroc, et plus récemment le Vietnam

Cette évolution est liée à celle de l'ACCT elle-même. En 1983, la Conférence Générale de l'ACCT à Paris décide de développer l'École de Bordeaux, non seulement comme centre de perfectionnement, mais aussi comme centre de prospective, de rencontres et d'échanges, de documentation et d'information. Un Colloque international est consacré en 1985 à l'avenir des pays francophones dans le développement mondial. L'année suivante, le 20 mars, le jour anniversaire de la création de l'ACCT est choisi pour la célébration annuelle de la "Journée de la Francophonie". En 1984, M. Salfo Albert Balima est remplacé à la tête de l'EIB par M. Youssouf Diawara, du Burkina Faso comme son prédécesseur. Depuis 1992, la direction de l'EIB est assurée par M. Jean Tabi-Manga, qui est camerounais. La documentation et l'information prennent une place croissante dans les activités de l'École. La bibliothèque, dédiée au Président Senghor, venu l'inaugurer en 1980, est de plus en plus importante et s'informatise. En 1996, le CIFDI (Centre International Francophone de Documentation et d'Information) disposait de plus de 30 000 ouvrages et de plus de 700 périodiques, exploités grâce à deux banques de données bibliographiques, KORA et BALAFON. Le CIFDI publie alors une sélection mensuelle de sommaires de revues, un bulletin trimestriel d'acquisitions, une liste annuelle des périodiques disponibles, des bibliographies spécialisées et des dossiers documentaires sur demande.

Au sommet de Chaillot, en novembre 1991, l'ACCT, qui comprend alors 44 membres, dont quelques pays de l'Europe de l'Est, Bulgarie, Roumanie, est "confortée dans son rôle d'opérateur principal de la Francophonie" : dès le mois suivant, la Conférence Générale de l'Agence décidait de transférer la Direction Générale de l'Éducation et de la Formation (DGEF) de Paris à Bordeaux ; la fusion avec

l'EIB est rapidement réalisée. Il est alors décidé que l'EIB continuera à organiser les stages, mais que ceux-ci auront progressivement lieu outre-mer, sur le terrain, afin d'être plus proches du public et de valoriser les structures locales. L'année 1996 a été une année cruciale pour l'École : sur décision de la Conférence ministérielle de la francophonie, tenue à Bordeaux en février, l'A.C.C.T. devient l'Agence de la Francophonie (ACCT), l'École Internationale de Bordeaux s'appelant désormais *l'École Internationale de la Francophonie* (E.I.F.). L'École avait envisagé d'acheter le domaine de Talence au Conseil Général, mais la somme demandée était excessive, et comme il avait été décidé de supprimer les sessions de stage à Bordeaux, l'équipement d'accueil hôtelier devenait inutile. L'École a acquis quai Louis XVIII, entre la place des Quinconces et le quai des Chartrons, deux immeubles mitoyens occupés jusqu'alors par une banque. L'installation a eu lieu en décembre 1996, et l'inauguration par le maire de Bordeaux Alain Juppé, par le secrétaire général de l'Agence de la Francophonie, le Canadien Jean-Louis Roy et par Jean Tabi-Manga, directeur de l'E.I.F., a eu lieu en janvier 1997.

L'École emploie une cinquantaine de personnes, la plupart de haut niveau. En liaison avec le centre de documentation, elle développe de plus en plus ses activités en faveur de l'éducation de base, grâce à l'organisation du *Consortium International francophone de formation à distance* (CIFIAD), qui a été créé en 1987 par le Sommet francophone de Québec et dont les sommets suivants ont renforcé le rôle. En 1996, la Direction de la Formation à distance a été confiée à Denis Lopez. *"La formation à distance est un système d'apprentissage qui associe un ensemble de procédures pédagogiques, de moyens didactiques et de médias de communication permettant à l'apprenant, là où il se trouve, de poursuivre sa formation sans avoir à fréquenter régulièrement un établissement scolaire ou un centre de formation, tout en disposant de programmes mis au point et dispensés par des institutions situées dans les différentes régions du monde. Les supports pédagogiques sont de différentes natures : documents écrits, cassettes audio et vidéo, logiciels ou ensembles multimédias. Quant aux moyens de communication utilisés (correspondance, radio, télévision, réseaux télématiques, inforoutes), ils favorisent un système d'enseignement dynamique et interactif entre formateurs et apprenants"*<sup>35</sup>.

Cette formation à distance intéresse particulièrement les enseignants, les directeurs d'école, les formateurs et les agents d'alphabétisation. Ainsi les programmes 1996-97 se sont adressés, pour le français langue seconde, à quelque 1 600 instituteurs de 26 pays, 1 500 directeurs d'école de 10 pays, 4 000 enseignants du Secondaire (1er cycle) de 14 pays et pour le français langue étrangère, à 2 000 universitaires, enseignants du Secondaire et adultes. L'apprentissage de la langue française est également réalisé dans 40 pays par les radios éducatives, la télévision et Internet. Le CIFIAD se préoccupe aussi de la formation professionnelle de techniciens et agents des coopératives.

### 3 - Organismes spécialisés

#### a - L'Institut National de la Recherche Agronomique INRA-Bordeaux<sup>36</sup>

Le Centre INRA de Bordeaux-Aquitaine, installé à La Grande Ferrade (Villenave d'Ornon), entretient depuis toujours des relations suivies avec des pays d'Outre-Mer. Celles-ci prennent des formes très variées : formation à Bordeaux d'étudiants étrangers, séjours de chercheurs "post-doc" dans les laboratoires, accueil de visiteurs étrangers, missions de chercheurs de Bordeaux de plus ou moins longue durée... Ces interventions nombreuses et variées ont, ces dernières années, concerné particulièrement la Tunisie (vigne, arbres fruitiers, gestion de l'eau), le Maroc (vigne), Israël (arbres fruitiers), l'île Maurice (lutte contre les maladies des cultures), le Brésil (pathologie des agrumes), l'Australie et la Nouvelle-Zélande (micrométéorologie), le Canada (eaux et sols), les États-Unis et les DOM-TOM.

Les interventions outre-mer peuvent se faire également en liaison avec des collègues français appartenant à d'autres organismes spécialisés comme l'ORSTOM et le CIRAD. Les phyto-

---

<sup>35</sup> - Un guide pour la préparation et la mise en œuvre de politiques nationales de formation à distance, rédigé par Jean Valérien, a été publié par l'EIF en 1997.

<sup>36</sup> - Indications aimablement fournies par M. Charles Riou, Président du Centre .

pathologistes du Centre travaillent avec les médecins de l'Université de Bordeaux 2 sur certaines maladies tropicales.

De son côté, le CEMAGREF (Centre National du Machinisme Agricole du Génie Rural et des Eaux et Forêts) intervient en Guyane pour l'Aquaculture et au Sénégal pour l'irrigation. Le Laboratoire de Rhéologie du bois de Bordeaux est jumelé avec l'École Polytechnique de Yaoundé et échange des chercheurs avec le Maroc.

#### *b - L'École Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles*

##### *E.N.I.T.A.*<sup>37</sup>

L'ENITA de Bordeaux s'ouvre sur le monde et notamment sur les "tropiques". Son action vers les pays d'Outre-Mer consiste en l'organisation de voyages d'études, la réalisation de stages d'étudiants et des collaborations au niveau de la recherche. Ainsi, des voyages ont été organisés ces dernières années en Floride (1994), en Guadeloupe (1995), en Afrique du Sud (1996), au Sénégal (1997). Certains stages d'étudiants, stages de courte durée (deux mois) et stages de fin d'études (5 mois et demi) se déroulent outre-mer. Ainsi, en 1992, deux élèves sont allés en Tasmanie pour travailler sur une nouvelle espèce de poisson plat *Rombosolea tapirina*. En 1994 et 1995, deux étudiants sont partis à la Réunion pour une étude du marché d'un poisson d'eau douce, le tilapia rouge ; d'autres se rendaient pour travailler en Polynésie Française sur l'huître perlière, en Australie sur la nutrition larvaire de poissons plats et sur l'élevage bovin, en Guadeloupe sur une éclosion de chevrettes (*Macrobrachium rosenbergi*). En 1996, un étudiant est allé à la Réunion, sur le site de l'ARDA (Association Réunionnaise pour le Développement de l'Aquaculture).

Les collaborations dans le cadre de la recherche sont pour l'heure essentiellement orientées vers l'aquaculture et la biologie des poissons, en particulier dans le cadre du Laboratoire de Biologie de la reproduction des poissons, associé à l'ENITA. Des enseignants-chercheurs de l'École collaborent avec des laboratoires et/ou des chercheurs français et étrangers sur divers programmes spécifiques et actions concertées.

Après leur sortie de l'École, les jeunes qui le souhaitent peuvent faire leur service national dans les DOM-TOM ou dans les pays du Sud en voie de développement. Ainsi, trois anciens élèves, avec qui l'École conserve des contacts, ont effectué leur service comme VAT (Volontaire de l'Aide Technique) au Mozambique, aux Comores et en Guyane. Deux autres sont allés au Burkina Faso en tant que volontaires du progrès. Cette ouverture sur les "tropiques" suscite des vocations, car une bonne proportion des élèves ayant réalisé leur stage outre-mer s'établissent ensuite dans ces contrées. Ainsi, au dernier recensement, dix anciens élèves vivent et travaillent actuellement à la Réunion et huit autres se sont installés en Guadeloupe. Un autre travaille en Arabie Séoudite sur l'alimentation des gazelles.

En outre, l'ENITA participe activement aux actions de formation dans la filière rurale de l'IFAID et fait partie de son Conseil d'Administration.

##### *c - De BIOFORCE-AQUITAINE à l'IFAID*<sup>38</sup>

Le docteur Charles Mérieux avait créé à Lyon un centre de formation qui avait pour objectif de renforcer la coopération entre la Région Rhône-Alpes et les pays du Sud. Sous l'impulsion du Président Chaban-Delmas, un centre analogue est créé à Bordeaux au début de 1985 ; au départ, le support juridique de cette nouvelle structure est l'association Bofore, émanation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux. Le 17 mai 1986, l'association Bioforce-Aquitaine (Mission Aquitaine Bioforce Développement) est fondée ; le professeur Le Bras, est élu président du Conseil

---

<sup>37</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation fournie par M. B. Del'homme et M. Jean-Claude Guillemot, que nous tenons à remercier.

<sup>38</sup> - Texte rédigé grâce à la documentation aimablement fournie par le docteur Fontan, directeur de l'IFAID.

d'Administration ; en 1988, le professeur Ducassou lui succède. Le financement est assuré à 80 % par des subventions du Conseil Régional, du Conseil Général et du Ministère du Travail.

L'activité majeure de Bioforce-Aquitaine est de préparer des jeunes aux missions de développement dans les pays du "Sud", notamment en Afrique, de former des spécialistes capables d'apporter aux pays défavorisés les moyens de prendre en charge, à terme, leur développement en toute autonomie. Les stagiaires passent dix à douze mois de formation à Bordeaux, puis partent outre-mer pour au moins un an. A leur retour, ils rédigent un mémoire et reçoivent un "brevet d'agent de développement international", commun à Lyon et à Bordeaux et homologué par le ministère du Travail au niveau Bac+2. L'équipe de permanents est de seulement cinq personnes.

En 1987, le champ des compétences de Bioforce-Aquitaine est élargi dans les domaines de la santé, du rural et de la technique et l'équipe passe à 9 permanents. Mais l'association connaît de graves problèmes financiers, dus en partie au retard des versements des subventions. Cette situation impose un changement d'orientation et une diversification des ressources pour mieux équilibrer la trésorerie. En 1992, le professeur Cuisinier Raynal devient président et le docteur Fontan prend la direction de Bioforce. De nouvelles orientations sont engagées, et surtout, est développée la formation de responsables coordinateurs et gestionnaires de projets en santé, rural et technique : le diplôme de "Spécialiste en appui au développement" est reconnu et homologué au niveau Bac+4, car la formation se déroule sur trois ans, une année de formation théorique à Bordeaux et deux années d'application avec missions sur le terrain (au moins 16 mois), compléments de formation et rédaction d'un mémoire. Chaque promotion comprend une quarantaine d'étudiants, recrutés au niveau Bac+2 par concours. Par exemple, la onzième promotion 1995-98 comprend 38 stagiaires repartis entre les trois filières : santé (12 filles et 1 garçon), rurale (2 filles et 11 garçons) et technique (3 filles et 9 garçons). L'enseignement (un tiers de tronc commun, deux tiers de formation spécifique par filière) est assuré par des "formateurs-vacataires", des enseignants des universités et de centres de recherche, mais aussi par des personnes du secteur privé et parfois même d'anciens stagiaires.

Les relations avec d'autres institutions d'aide au développement sont renforcées ; Bioforce est d'ailleurs à l'origine de la création en mai 1994 du "Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale" (RADSI), présidé par le docteur Fontan. Cette association a pour but de *"favoriser et susciter la rencontre et les échanges entre les organismes et institutions d'Aquitaine ayant une activité dans le développement ou la solidarité internationale"*. Une trentaine d'associations et d'organismes font partie du réseau. Le premier soin du RADSI a été de faire paraître un annuaire de la solidarité et de la coopération internationale en Aquitaine, qui est mis à jour régulièrement. Une manifestation publique, "les Rencontres Sud", se tient chaque année pour faire connaître les activités de ses membres.

En 1994, Bioforce-Aquitaine s'engage directement comme opérateur dans une action de développement au Burkina Faso, avec création d'un centre de santé et de promotion sociale à Koudougou. Le financement est assuré par le Conseil Général de la Gironde, qui est jumelé avec la province burkinabé de Houët. Une autre opération a été engagée en 1995 au Sénégal avec l'aide du FED (cultures maraîchères dans la zone de Matam, Podor).

Pour éviter toute confusion avec l'association Bioforce de Lyon, Bioforce-Aquitaine devient au début de 1995 l'IFAID (Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement). L'IFAID, qui comprend maintenant une douzaine de permanents, et possède une bibliothèque spécialisée et un centre de documentation relié au réseau Ibiscus, il collabore de plus en plus étroitement avec d'autres organismes bordelais, tels que l'Institut de Maintenance Biomédicale de Bordeaux, le département "Techniques de développement" de l'IUTB et l'ENITA-Bordeaux pour sa filière rurale. Une convention a été signée en juin 1995 avec Agropolis de Montpellier (qui regroupe l'ORSTOM, le CIRAD etc.) où sont envoyés des stagiaires de l'IFAID. De plus, le succès de l'IFAID l'amène à envisager d'essaimer outre-mer : une association autonome, IFAID-Sénégal, est en cours d'installation à Dakar.

Au bout d'une douzaine d'années d'existence, il est possible de dresser un premier bilan : l'IFAID a formé entre 1985 et 1997, près de 400 spécialistes en développement ; après l'achèvement de leurs études, la plupart des jeunes diplômés continuent à travailler à l'étranger, sur le terrain et les missions effectuées par les stagiaires et anciens de l'IFAID ont représenté en dix ans quelque 6 000 mois de terrain. Les principaux bénéficiaires sont les ONG d'urgence humanitaire, Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), Médecins sans Frontières (MSF), Action Internationale contre la faim (AICF), Handicap International... L'Afrique tropicale est la première destination avec plus des deux-tiers des missions à l'étranger, l'Asie atteint à peine 10 % et l'Amérique latine seulement 7,7 % ; l'IFAID a d'ailleurs signé une convention de partenariat avec un centre un peu comparable situé à Bilbao, HEGOA, spécialisé dans les actions en Amérique latine.

Nous ne saurions terminer ce chapitre sans rappeler que les entreprises des Bordelais en faveur des pays en développement ne se limitent pas à celles que nous venons d'évoquer, mais qu'il faut y ajouter de nombreuses actions suscitées par des associations, des organismes humanitaires ou même des initiatives individuelles. Citons par exemple l'IRFAC (Institut Régional de Formation et d'Action culturelle) qui s'occupe de l'alphabétisation et de la lutte contre l'illétrisme en particulier en coopération avec le Sénégal. Il n'est d'ailleurs pas sans signification que l'aéroport de Bordeaux-Mérignac ait été choisi pour devenir le principal centre logistique de "Médecins Sans Frontières".

### 3 - L'avenir : le Pôle universitaire européen de Bordeaux <sup>39</sup>

Bordeaux est une des dix villes de France qui aujourd'hui accède à l'appellation de "pôle européen", en même temps que Lille, Strasbourg, Nancy-Metz, Grenoble, Montpellier, Lyon, Toulouse, Aix-Marseille et Rennes. La ville de Bordeaux entend ainsi afficher sa dimension et sa vocation européennes et internationales dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, et conforter les relations privilégiées qu'elle entretient avec l'Outre-Mer.

L'existence juridique du Pôle de Bordeaux est strictement définie par la création d'un G.I.P. (Groupement d'Intérêt Public), dont les statuts ont été approuvés par le Ministère de tutelle ainsi que par le Ministère du budget. La création du Pôle de Bordeaux est devenue effective lors de la publication des statuts au Journal Officiel le 13 septembre 1996.

Le Pôle est une structure légère, essentiellement une administration de mission qui travaille sur des projets d'actions, dont les objectifs principaux sont d'accroître l'attractivité du site de Bordeaux, de développer sa lisibilité internationale et son rayonnement, de favoriser la mobilité des chercheurs, des enseignants-chercheurs, des étudiants, des responsables administratifs.

Pour ce faire, le Pôle est doté d'organes essentiels : un *Conseil d'administration* constitué par les huit membres fondateurs, les quatre universités et les quatre collectivités territoriales, Région Aquitaine, Conseil Général, Communauté Urbaine, Mairie de Bordeaux ; un *Conseil d'orientation* dont les membres sont associés par convention aux actions du Pôle : les grands organismes de recherche, la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le CROUS, les grandes écoles etc. ; un *Conseil d'orientation scientifique*, dont la composition est de seize personnalités scientifiques françaises et étrangères.

Le budget du Pôle est constitué par la participation financière des membres fondateurs du GIP et par celle du Ministère de tutelle dans le cadre d'un contrat. Le ministère mettra à la disposition du Pôle du personnel d'administration et les membres fondateurs pourront détacher du personnel pour assurer son fonctionnement. Tout projet d'action en partenariat est susceptible d'entraîner des financements complémentaires dans le cadre de conventions.

Dans le respect de chacun de ses membres, le Pôle s'appuie sur un partenariat fort de façon à développer en cohérence et bonne intelligence une politique de site ; les potentialités et les richesses

---

<sup>39</sup> 39 - Texte rédigé par M. Régis Ritz, président du pôle européen, que nous tenons à remercier.

en matière d'enseignement supérieur et de recherche à Bordeaux représentent un atout considérable et un réel enjeu stratégique international. Le Pôle peut inciter tous les partenaires d'un même site à travailler autour d'objectifs communs. Il s'agit bien de définir une démarche pour fédérer et donner un cadre à l'organisation de coopérations avec les collectivités locales et le monde économique.

Il appartient aux différents conseils du pôle de définir ses actions. On peut déjà indiquer les priorités retenues, compte tenu de l'expérience acquise par d'autres pôles et des spécificités de Bordeaux :

-une politique documentaire et éditoriale (rédaction de brochures communes aux universités en plusieurs langues sur les formations et la recherche, lancement d'une *lettre du Pôle* etc.)

-l'amélioration de l'accueil et de l'intégration des chercheurs étrangers, grâce à la création d'un service d'accueil et à la construction d'une Maison d'accueil internationale, comportant une soixantaine de studios et de chambres permettant de travailler dans les meilleures conditions.

-le renforcement des moyens pour faciliter la mobilité, notamment dans le domaine des langues vivantes pour les spécialistes d'autres disciplines (LANSAD) et du français langue étrangère. Le Pôle s'appuie pour les préparations linguistiques sur le CRIFEL (Centre Régional Interuniversitaire de Formation en Langues) et le DEFLE (Département d'Études de Français Langue Étrangère).

-La valorisation de la recherche et l'appui à des actions transversales (par ex. : stages en entreprise).

-Le développement des relations internationales et l'aide au développement des nouvelles technologies éducatives. L'offre de formation et de recherche concerne en particulier les pays d'Afrique et les pays en développement avec lesquels un important programme de coopération est prévu, réaffirmant ainsi la vocation ultramarine de Bordeaux.

Le Pôle souligne donc le rôle européen de Bordeaux, déjà bien affirmé par de multiples actions et par l'installation de l'Agence *Socrates-France* au centre de la ville. Les universités de Bordeaux et les collectivités locales, fortes de leur longue et fructueuse tradition de coopération, ont à cœur de réussir la mise en place du Pôle dans le meilleur esprit d'ouverture et d'innovation, gage du dynamisme de Bordeaux et de la Région Aquitaine.